

**MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES**

Société nationale des Chemins de fer belges. — Gare de Charleroi-Sud-Quai. — Communes de Marcinelle et Couillet. — Concentration des installations marchandises de l'agglomération de Charleroi

Un arrêté royal du 1er mars 1972 décrète d'utilité publique les travaux en vue de la concentration des installations marchandises de l'agglomération de Charleroi et autorise, à défaut de cession amiable, l'expropriation, selon la procédure d'extrême urgence prévue par la loi du 26 juillet 1962, des propriétés nécessaires à l'exécution des travaux.

4 NOVEMBRE 1971. — Arrêté ministériel portant agrégation d'A.S.B.L. poursuivant un but d'assistance sociale au personnel de la Régie des Postes

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes et notamment l'article 7, 2e alinéa;

Vu l'arrêté royal du 29 septembre 1971 fixant la date d'entrée en vigueur de la Régie des Postes;

Vu la loi du 16 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et notamment l'article 18, § 2;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant statut syndical des agents des services publics et notamment l'article 3, d);

Vu l'avis du Comité de Consultation syndicale;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création du Conseil d'Etat et notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence,

Arrête :

TITRE Ier. — De l'agrégation des A.S.B.L.

Article 1er. Des associations sans but lucratif, poursuivant un but d'assistance sociale au personnel de la Régie des Postes, peuvent être agréées par le Ministre qui gère la Régie des Postes.

Art. 2. L'agrégation prévue à l'article 1er, ainsi que son maintien, sont subordonnés au respect des conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 3. Les demandes d'agrégation, accompagnées des statuts de l'association, doivent être transmises au Ministre qui gère la Régie des Postes.

Toute modification auxdits statuts doit également être transmise au Ministre qui gère la Régie des Postes.

TITRE II. — De la composition des A.S.B.L.

Art. 4. Seuls les membres effectifs de l'association ont voix délibérative à l'assemblée générale.

Art. 5. Les membres effectifs sont désignés par les organisations syndicales représentées au Comité de Consultation syndicale de la Régie des Postes, parmi les membres du personnel en activité de service ou réputés tels, en disponibilité ou pensionnés des services auxquels s'étend l'activité de l'association.

Art. 6. Le nombre de membres à désigner par chaque organisation est fixé compte tenu des dispositions de l'article 30 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant statut syndical des agents des services publics.

Ce nombre est adapté conformément aux dispositions de l'article 31 de l'arrêté royal précité.

**MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN
EN VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE**

Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen. — Station Charleroi-Sud-Quai. — Gemeenten Marcinelle en Couillet. — Concentratie van de goedereninstallaties van de agglomeratie Charleroi

Een koninklijk besluit van 1 maart 1972 verklaart van algemeen nut, de werken met het oog op de concentratie van de goedereninstallaties van de agglomeratie Charleroi en machtigt, bij gebrek aan afstand in der minne, de onteigening, volgens de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden voorzien bij de wet van 26 juli 1962, van de eigendommen nodig voor de uitvoering van deze werken.

4 NOVEMBER 1971. — Ministerieel besluit houdende erkenning van V.Z.W. welke sociale tegemoetkomingen verlenen aan het personeel van de Regie der Posterijen

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op de wet van 6 juli 1971, houdende oprichting van de Regie der Posterijen, inzonderheid op het artikel 7, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 september 1971 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de Regie der Posterijen;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 houdende controle op zekere organismen van openbaar nut, inzonderheid het artikel 18, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, inzonderheid artikel 3, litt. d);

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

TITEL I. — Erkenning van de V.Z.W.

Artikel 1. Verenigingen zonder winstoogmerk welke sociale tegemoetkomingen verlenen aan het personeel van de Regie der Posterijen, kunnen erkend worden door de Minister die de Regie der Posterijen beheert.

Art. 2. De in artikel 1 bepaalde erkenning, alsmede het behoud ervan, worden afhankelijk gemaakt van de naleving van de door dit besluit vastgestelde voorwaarden.

Art. 3. De aanvragen om erkenning moeten, samen met de statuten van de vereniging, worden overgemaakt aan de Minister die de Regie der Posterijen beheert.

Elke wijziging aan genoemde statuten moet eveneens aan de Minister die de Regie der Posterijen beheert worden overgemaakt.

TITEL II. — Samenstelling van de V.Z.W.

Art. 4. Ter algemene vergadering zijn enkel de gewone leden van de vereniging stemgerechtigd.

Art. 5. De gewone leden worden aangewezen door de in de Syndicale Raad van Advies van de Regie der Posterijen vertegenwoordigde syndicale organisaties, onder de actieve of als dusdanig aangemerkte, de op non-actief gestelde en de gepensioneerde personeelsleden van de diensten welke door de activiteit van de vereniging worden bestreken.

Art. 6. Het door iedere organisatie aan te wijzen ledenaantal wordt vastgesteld rekening houdend met de beschikkingen van het artikel 30 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten.

Dit aantal wordt aangepast overeenkomstig de beschikkingen van het artikel 31 van voornoemd koninklijk besluit.

TITRE III. — De l'administration des A.S.B.L.

Art. 7. Les membres du conseil d'administration sont choisis par l'assemblée générale parmi les membres effectifs.

Art. 8. Le nombre de mandats à attribuer à chaque organisation syndicale au sein du conseil d'administration est déterminé et adapté conformément aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté.

TITRE IV. — Des avantages de l'agrément

Art. 9. Le Ministre qui gère la Régie des Postes met à la disposition de l'association agréée les agents, matériel et locaux nécessaires au but qu'elle poursuit. Il peut donner délégation à cet effet à l'Administrateur général de la Régie des Postes.

Toute demande de l'espèce est adressée au Ministre qui gère la Régie des Postes sous visa du délégué du Ministre visé à l'article 12 et à l'administrateur général de la Régie des Postes.

La désignation du personnel s'effectue sur proposition des associations. Si une proposition de l'espèce n'est pas agréée, les associations s'entendent avec le délégué du Ministre pour introduire une nouvelle proposition.

Art. 10. Il est alloué à l'association agréée :

- 1° 2,5 p.c. du produit net des surtaxes des émissions spéciales de timbres-poste.
- 2° un subside annuel à charge du budget de la Régie des Postes.

Ce subside est égal à au moins 0,6 p.c. du total des dépenses prévues aux articles 1, 2, 3 et 6 du budget précité, augmenté du montant annuel des pensions liquidées au personnel des postes sous le régime état.

L'association doit introduire la demande de subsides avant le 31 mars auprès du Ministre qui gère la Régie des Postes, sous visa du délégué du Ministre visé à l'article 12 de l'Administrateur général de la Régie des Postes.

Cette demande est accompagnée du compte des recettes et dépenses de l'exercice écoulé, du budget de l'exercice en cours, ainsi que du rapport sur l'activité et la situation financière de l'Œuvre.

3° le montant des subsides, interventions, remboursements versés à la Régie des Postes pour des activités sociales, par d'autres Œuvres et pouvoirs publics.

Art. 11. Dans l'exercice de leurs activités au sein ou pour le compte de l'association agréée, les membres effectifs et le secrétaire-trésorier de celle-ci, bénéficient des indemnités de déplacement et des facilités de circulation selon les modalités prévues pour le personnel de la Régie des Postes et, à charge de celle-ci.

Pour l'application de l'alinéa précédent, ils bénéficient du régime des frais de déplacement et de séjour, des frais de représentation et des facilités de transport afférents à leur grade et au moins de ceux prévus pour les titulaires d'un grade classé aux rangs 10 à 14.

Pour leur permettre de remplir certains devoirs de leur charge, la Régie des Postes accorde, à la demande du président de l'association agréée, les dispenses du service aux personnes mentionnées ci-avant.

TITRE V. — Du contrôle des A.S.B.L.

Art. 12. Les activités de l'association agréée sont contrôlées par un délégué du Ministre qui gère la Régie des Postes, en dehors des membres effectifs.

Le mandat du délégué est de la même durée que celui des administrateurs; il est renouvelable.

Art. 13. Ce délégué peut :

- 1° participer, avec voix consultative, à toute réunion de l'assemblée générale et du conseil d'administration; il y est entendu à sa demande;
- 2° provoquer la réunion de l'assemblée générale et du conseil d'administration et faire porter ses propositions à l'ordre du jour;
- 3° suspendre par un acte écrit et motivé, notifié dans les trois jours ouvrables de la décision, toute mesure d'exécution qu'il estime contraire aux statuts, à la loi ou à l'intérêt général.

Les motifs de la suspension sont communiqués au Ministre qui gère la Régie des Postes.

TITEL III. — Het beheer van de V.Z.W.

Art. 7. De leden van de raad van beheer worden door de algemene vergadering onder de gewone leden verkozen.

Art. 8. Het in de raad van beheer aan iedere syndicale organisatie toe te kennen aantal mandaten wordt, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van dit besluit vastgesteld en aangepast.

TITEL IV. — De voordelen van de erkenning

Art. 9. De Minister die de Regie der Posten beheert, stelt ter beschikking van de erkende vereniging het personeel, het materieel en de lokalen die zij nodig heeft voor de verwezenlijking van het nagestreefde doel. Hij kan daartoe delegatie verlenen aan de Algemene Beheerder van de Regie der Posten.

Elke soortgelijke aanvraag wordt gericht aan de Minister die de Regie der Posten beheert, onder visum van de afgevaardigde van de Minister waarvan sprake in artikel 12 en van de Algemene Beheerder van de Regie der Posten.

De aanwijzing van personeel geschiedt op voordracht van de vereniging. Indien dergelijk voorstel niet aanvaard wordt, verstaan de verenigingen zich met de afgevaardigde van de Minister om een nieuw voorstel in te dienen.

Art. 10. Aan de erkende vereniging wordt toegestaan :

- 1° 2,5 pct. van de netto-opbrengst van de bijtaks op de bijzondere zegeluitgiften.
- 2° een jaarlijkse subsidie ten laste van het budget van de Regie der Posten.

Deze subsidie zal minimum 0,6 pct. bedragen van het totaal van de uitgaven waarin de artikelen 1, 2, 3 en 6 van genoemd budget voorzien, vermeerderd met het jaarlijks bedrag der pensioenen verreffend aan het postpersoneel onder staatsregime.

De vereniging moet de aanvraag om subsidie indienen bij de Minister die de Regie der Posten beheert vóór 31 maart en dit onder visum van de afgevaardigde van de Minister waarvan sprake in artikel 12 en de Algemene Beheerder van de Regie der Posten.

Deze aanvraag dient vergezeld te worden van de rekening betreffende de ontvangsten en de uitgaven van het verlopen dienstjaar, het budget van het lopend dienstjaar alsmede van het activiteiten- en financieel verslag van het Werk.

3° het bedrag der subsidies, tegemoetkomingen en terugbetalingen gestort bij de Regie der Posten door andere openbare instellingen en Werken uit hoofde van hare sociale activiteiten.

Art. 11. Voor het uitoefenen van hun bedrijvigheid in en voor rekening van de erkende vereniging, zullen haar werkelijke leden en de secretaris-penningmeester ten laste van de Regie der Posten, verplaatsingsvergoedingen genieten, evenals vervoerfaciliteiten, volgens de modaliteiten die voor het personeel van de Regie der Posten bepaald zijn.

Voor de toepassing van voorgaande alinea, genieten zij van het regime der verplaatsings-, verblijf- en representatievergoedingen alsmede van de vervoerfaciliteiten verbonden aan hun graad en ten minste van die welke gelden voor de titularissen met de graad gerangschikt in de rangen 10 à 14.

Om hen in staat te stellen sommige van de hun opgedragen verplichtingen na te komen, verleent de Regie der Posten, op verzoek van de voorzitter der erkende vereniging dienstvrijstellingen aan de personen vermeld in onderhavig artikel.

TITEL V. — Controle op de V.Z.W.

Art. 12. De werkzaamheden van de vereniging worden gecontroleerd door een afgevaardigde van de Minister die de Regie der Posten beheert, buiten de gewone leden aangewezen.

Het mandaat van de afgevaardigde heeft dezelfde geldigheidsduur als dit van de beheerders; het is hernieuwbaar.

Art. 13. Deze afgevaardigde kan :

- 1° met adviserende stem deelnemen aan iedere bijeenkomst van de algemene vergadering en van de raad van beheer, op zijn verzoek wordt hem het woord verleend.
- 2° de bijeenkomst van de algemene vergadering en van de raad van beheer uitlokken en zijn voorstellen op de agenda doen brengen.
- 3° door een binnen drie werkdagen na de beslissing ter kennis gebrachte, geschreven en gemotiveerde akte, elke uitvoeringsmaatregel opschorten die, volgens hem, in strijd is met de statuten, met de wet of met het algemeen belang.

De redenen van de opschorting worden ter kennis van de Minister die de Regie der Posten beheert, gebracht.

L'association se conforme à la décision du Ministre qui gère la Régie des Postes.

A défaut par celui-ci d'avoir statué dans les quinze jours ouvrables de la notification de la suspension, la décision peut être exécutée.

4° prendre connaissance sur place de toutes pièces relatives à la gestion de l'association.

Le délégué vise toutes pièces adressées par l'association au Ministre qui gère la Régie des Postes.

Il ne peut toutefois donner des ordres, s'immiscer dans la gestion journalière de l'association ou empêcher l'exécution des décisions régulièrement prises.

Art. 14. Sont soumis à l'approbation préalable du Ministre qui gère la Régie des Postes :

1° l'organisation des tombolas, ventes d'insignes et, en général, tout appel de fonds;

2° le montant de la cotisation imposée éventuellement aux membres adhérents;

3° les acquisitions, échanges, aliénations des immeubles nécessaires à la réalisation de l'objet social, les emprunts, baux et constitutions d'hypothèque;

4° les conditions d'octroi et le taux des interventions de l'association en faveur des bénéficiaires de ses activités;

5° l'affectation à donner au patrimoine social en cas de dissolution de l'association.

Bruxelles, le 4 novembre 1971.

De vereniging gedraagt zich naar de beslissing van de Minister die de Regie der Posterijen beheert.

Zo deze laatste, binnen vijftien werkdagen na de kennisgeving van de opschorting, geen uitspraak heeft gedaan, mag de beslissing worden uitgevoerd.

4° ter plaatse inzage nemen van alle bescheiden betreffende het beheer van de vereniging.

De afgevaardigde viseert elk bescheid dat de vereniging tot de Minister die de Regie der Posterijen beheert, richt.

Hij mag evenwel geen bevelen geven, zich niet mengen in het dagelijks beheer van de vereniging of de uitvoering van regelmatig getroffen beslissingen verhinderen.

Art. 14. Worden vooraf ter goedkeuring aan de Minister die de Regie der Posterijen beheert, onderworpen :

1° de inrichting van tombola's, de verkoop van kentekens en in het algemeen, iedere geldinzameling;

2° het bedrag van de eventueel van de toetredende leden te vorderen bijdragen;

3° de aankoop, de ruiling en de vervreemding van de onroerende goederen, nodig om het maatschappelijk doel te verwezenlijken, de leningen, de huurovereenkomsten en hypotheekstellingen;

4° de voorwaarden tot het verlenen en het bedrag van de tegemoetkomingen van de vereniging, ten bate van degenen die door haar activiteiten begunstigd worden;

5° de bestemming die zal gegeven worden aan het maatschappelijk bezit bij ontbinding van de vereniging.

Brussel, 4 november 1971.

E. ANSEELE.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

10 JANVIER 1972. — Arrêté royal
relatif à la composition du Conseil des hôpitaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, modifiée par la loi du 11 juillet 1966, notamment l'article 11, § 4;

Vu l'arrêté royal du 14 février 1967 relatif à la composition du Conseil des hôpitaux, notamment l'article 1er;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 11, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 14 février 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1er. Le Conseil des hôpitaux se compose d'un président et de quarante et un membres effectifs ainsi que de quarante et un membres suppléants, nommés et révoqués par le Roi sur proposition du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. »

Art. 2. L'article 11, § 1er, alinéa 4, de la loi précitée est remplacé par la disposition suivante :

« La commission universitaire est composée de :

» — six membres intéressés à la gestion administrative des hôpitaux universitaires;

» — six membres, docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, intéressés aux activités médicales des hôpitaux universitaires;

» — deux fonctionnaires du Ministère de la Santé publique et de la Famille, dont un est docteur en médecine, chirurgie et accouchements;

» — un fonctionnaire du Ministère des Finances;

» — deux membres représentant l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, dont un est docteur en médecine, chirurgie et accouchements. »

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

10 JANUARI 1972. — Koninklijk besluit
betreffende de samenstelling van de Ziekenhuisraad

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, gewijzigd door de wet van 11 juli 1966, inzonderheid op artikel 11, § 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 februari 1967 betreffende de samenstelling van de Ziekenhuisraad, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, 2e lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 11, § 1, 1e lid, van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 14 februari 1967 wordt door navolgende bepaling vervangen :

« Art. 11. § 1. De Ziekenhuisraad bestaat uit een voorzitter en uit eenenveertig werkende leden alsmede eenenveertig plaatsvervangende leden die benoemd en ontslagen worden door de Koning op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort. »

Art. 2. Artikel 11, § 1, 4e lid, van de bovenvermelde wet wordt door navolgende bepaling vervangen :

« De universitaire commissie bestaat uit :

» — zes leden die betrokken zijn bij het administratief beheer van de universitaire ziekenhuizen;

» — zes leden, doctors in de genees-, heel- en verloskunde, die betrokken zijn bij de medische werkzaamheden van de universitaire ziekenhuizen;

» — twee ambtenaren van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin van wie één doctor in de genees-, heel- en verloskunde;

» — een ambtenaar van het Ministerie van Financiën;

» — twee vertegenwoordigers van het Rijksinstituut voor ziekten en invaliditeitsverzekering, van wie één doctor in de genees-, heel- en verloskunde. »